

## ROBERT VERDIER ET L'HONNEUR DU SOCIALISME

Pour les animateurs de l'Institut Tribune socialiste (ITS)\*, il aurait été dommage que Robert Verdier qui fut le premier directeur de *Tribune socialiste*, l'hebdomadaire du PSU naissant, ne reçoive pas l'hommage qu'il mérite de la part de ceux qui ont été à ses côtés à ce moment de sa vie. Un moment politique particulier, dramatique, de l'histoire de la France de la 2<sup>ème</sup> moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, une France traumatisée par une guerre d'Algérie qui n'en finit pas.

Qu'on se souvienne, les années 1960, 1961, 1962, la puissance coloniale – militaire, policière, politique, idéologique, déploie toutes ses capacités de violence pour empêcher l'inéluctable, ce que chacun sait inéluctable, l'indépendance de l'Algérie. : Plan Challe, putsch et tentatives de putsch, terrible répression contre les Algériens en France le 17 octobre 1961, bientôt suivie des morts de Charonne, une OAS qui tue et menace de tuer tous les partisans de la négociation, à commencer par le général de Gaulle.

Tel est le climat dans lequel le tout nouveau PSU mobilise toutes ses jeunes forces pour imposer une solution négociée menant à l'indépendance. Dans ce cadre politique, Robert Verdier dirige l'hebdomadaire du Parti et par ses éditoriaux, développe pour les militants une analyse claire, sans emphase, de la politique de de Gaulle qui par ses manœuvres dilatoires – proposition de trêve unilatérale, de partage de l'Algérie pour garder le Sahara pétrolier, d'association imposée...- retarde l'issue politique tant attendue. Il montre la nécessité de traiter dès maintenant des problèmes de fond – le sort de la minorité européenne, les modalités d'une association entre la France et l'Algérie sur une base d'égalité. Tout retard accentue le pourrissement et le chaos et Robert Verdier de mettre l'accent sur le sort des jeunes soldats du contingent de plus en plus confrontés à des actes de violence des « ultras » militarisés par l'OAS animée par des officiers de l'armée. L'éditorialiste rappelle alors que le « devoir des jeunes soldats est de répondre par la désobéissance aux tentatives (putschistes) de leurs chefs », comme cela s'est passé en avril 1961. Et d'appeler au « sursaut populaire » à la fois pour manifester contre la poursuite de la guerre et aussi contre le régime gaulliste qui vide de sa substance le droit pourtant reconnu à l'autodétermination...

Pourquoi cette clarté et cette détermination de ces éditos qui, bien sûr, engageaient l'ensemble de l'organisation politique dont il est un responsable national ? Comment ce militant socialiste de longue date a-t-il pu rencontrer la « question coloniale » et lui accorder une importance si centrale qu'il a fini par rompre avec son parti ?

Les étapes de cette progressive prise de conscience ont été bien documentées par des chercheurs comme Gilles Morin et Gilles Manceron<sup>1</sup> Ces phases accompagnent la prise en compte par la SFIO du problème des colonies françaises : dès 1936 avec le projet Blum-Violette, en 1947 avec le projet de statut présenté par Edouard Depreux. Deux initiatives bloquées totalement par une opposition frontale du puissant lobby qu'était alors le « parti colonial » souvent animé par des radicaux-socialistes... Les péripéties de ce double échec n'ont pu échapper à Robert Verdier toujours proche de Léon Blum et qui, dès 1946, a participé au congrès des fédérations socialistes d'Afrique du Nord où il côtoie Charles-André Julien l'immense historien de l'Afrique du Nord et grand militant anticolonialiste, devenu référence incontournable.

Cette implication directe de Robert Verdier l'amènera au tout début des années 50 à rencontrer des militants nationalistes tunisiens, marocains, algériens, souvent victimes de la répression coloniale. Il soutiendra bien évidemment Pierre Mendès-France sur l'Indochine et la Tunisie, en 1954-1955.

L'arrivée au pouvoir de Guy Mollet en 1956 dans le cadre du Front Républicain qui avait fait campagne pour la paix en Algérie, va mettre à l'épreuve la capacité du parti socialiste de mettre en œuvre un règlement politique du problème. On connaît la suite, la capitulation du 6 février, les pouvoirs spéciaux, le détournement de l'avion marocain transportant les chefs du FLN, la bataille d'Alger, la torture, sans oublier Suez.. Robert Verdier se trouve alors avec Daniel Mayer et Edouard Depreux à la tête de l'opposition interne ; il participe à la fondation du « Comité socialiste d'étude et d'action pour la paix en Algérie. Il est désigné au congrès de Toulouse pour présenter la motion contestataire.

Son intervention, évitant soigneusement toute polémique agressive, portera sur le fond. Il défend le concept de « vocation nationale » pour caractériser la « conscience nationale » algérienne et légitimer ainsi l'existence d'une réalité nationale et son droit à l'indépendance. En même temps il pose le problème des garanties et des droits pour les minorités ethniques tant il est vrai que l'exercice du droit à l'autodétermination d'un peuple doit inclure le respect des droits des minorités vivant dans l'espace national concerné. Cette intervention de type doctrinal exprime une opposition politique de fond à la politique du parti et mènera à la rupture et à la fondation du PSA. Cette rupture n'est pas seulement due à la « trahison » de l'idéal socialiste, à une violation des principes fondamentaux, mais elle est aussi due au constat d'un parti complètement impréparé à affronter les forces du parti colonial. C'est ce que pensait son compagnon de route Edouard Depreux : « Jamais, s'écrie-t-il dans son ouvrage sur « Le renouvellement du socialisme », on ne dressera de réquisitoire assez sévère contre les dirigeants « socialistes » qui ont refusé d'éduquer leurs militants en vue de la grande tâche de décolonisation qui aurait dû être essentiellement la leur. Loin de les désintoxiquer de tous les miasmes du nationalisme, ils ont développé chez un grand nombre d'entre eux l'aspect du « colonialisme petit blanc » qui a exercé tant de

---

1 Cf Cahiers Léon Blum, n° 36, automne 2010

ravages ». <sup>2</sup>

Robert Verdier a perçu très tôt, peu de temps après la guerre, le grand mouvement mondial de décolonisation, cette émergence irréversible de nouvelles identités et de nouveaux acteurs de l'histoire qui cherchent difficilement, douloureusement, leur propre voie. Le mouvement socialiste devra nécessairement le prendre en compte dans sa politique et dans sa stratégie internationale. Robert Verdier a vécu et pensé, et en a tiré toutes les conséquences, la crise de l'occidentalisme qui avait commencé dès la fin de la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale. Il a affronté la faiblesse et la grande difficulté du mouvement socialiste français à se repenser face à cette crise qu'a été la décolonisation et à proposer des solutions fondées sur le droit à l'autodétermination. En fait la rupture avec la SFIO n'est pas idéologique, elle est politique, organisationnelle et morale. On peut dire que pour Robert Verdier la politique est la forme supérieure de la morale.

Dès 1957, Robert Verdier se préoccupe de l'avenir post-colonial des relations entre la France et l'Afrique libérée du joug colonial. Il en pressent à la fois la nécessité et les difficultés dues aux différences de développement. Pour être positif cet avenir nécessite d'abord le remplacement du régime gaulliste par un pouvoir socialiste en France.

Robert Verdier a été à la fois un dirigeant politique et un intellectuel socialiste rigoureux, porteur de valeurs et de sens. C'est ce qui manque le plus aujourd'hui sur le marché de la politique, ne serait-ce, pour en rester sur la question coloniale, que pour avoir pleine conscience de la gravité de la recolonisation en cours dans le monde et en particulier en Palestine. Si Robert Verdier dans sa longue vie, n'aura pas connu la fin complète de la colonisation de matrice européenne, il aura eu un grand mérite, lui qui était pour l'émancipation universelle, d'y avoir contribué sans réticence, avec une constance admirable, une clarté de pensée et un courage politique indiscutable. Il a été l'honneur du socialisme dans le grand événement du siècle qu'aura été la décolonisation

**Bernard Ravenel**

*\*Créé il y a 3 ans par des associations d'anciens militants du PSU, l'ITS (40, rue de Malte, 11è) s'est donné pour mission de faire vivre l'acquis du PSU à travers un centre de documentation et d'archives, de rencontres-débats sur des sujets d'actualité, des publications et une revue.*

---

2 Edouard Depreux, *Renouvellement du socialisme*, préface de Pierre Mendès-France, p 128